

# La politisation des femmes au Kenya



1999-09-17

Mike Crawley

[Légende : Au Kenya, les femmes n'ont pas de pouvoir politique, mais elles jouent un rôle de premier plan en agriculture, principal secteur économique du pays.]

Sur l'affiche aux vives couleurs, une femme d'un village kenyan, vêtue des traditionnels foulard, jupe portefeuille et chemisier de coton fait face à son écran d'ordinateur... nettement moins traditionnel. En sous-titre, on peut lire en swahili, la langue nationale : S'instruire grâce à l'ordinateur.

L'affiche, fort éloquente, s'inscrit dans un projet plus large qui vise à augmenter la participation des Kenyanes issues des milieux ruraux aux processus démocratiques. Grâce à ce projet, en cours d'implantation dans deux districts, Makueni, à l'est, et Kakamega, à l'ouest, jusqu'à 30 000 femmes pourront éventuellement apprendre à accéder à l'information par ordinateur.

## L'instruction civique

Le but du projet est certes de montrer aux villageoises à naviguer sur Internet, mais il va beaucoup plus loin : leur fournir une instruction civique. *Parce qu'elles sont pauvres, les femmes du Kenya se font manipuler au moment de voter*, affirme [Shanyisa Khasiani](#), directrice exécutive de l'Institut d'aide à la famille, basé à Nairobi, qui procède à la mise sur pied du projet avec l'aide financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Khasiani estime que le manque de pouvoir des femmes est injuste. En effet, par leur travail, ces dernières contribuent à faire entrer au pays des devises étrangères dont le Kenya a grandement besoin. Elles jouent également un rôle de premier plan en agriculture, principal secteur économique. *Les Kenyanes contribuent de façon significative à l'économie et au développement du pays, mais elles n'ont pas accès à ses principales ressources*, souligne-t-elle.

## **Les femmes marginalisées**

Dans la société kenyane, les femmes sont marginalisées sur tous les plans. On y compte 33 % de femmes analphabètes comparé à 14 % d'hommes, et on ne trouve que 23 % de femmes dans les services public et judiciaire. Même dans le secteur agricole, seul un agent de vulgarisation sur cinq (employé de l'État chargé d'informer les agriculteurs des nouvelles semences, de la rotation des cultures et des pratiques agricoles appropriées) est une femme.

L'écart le plus flagrant est au Parlement, avec moins de 3% de femmes élues. À l'opposé, les voisins ougandais réservent un siège parlementaire dans chacun de leurs 45 districts à une femme. Au Kenya, une seule femme a été ministre de cabinet.

## **Les élections nationales**

Les élections nationales à partis multiples sont relativement récentes au Kenya et il n'y en a eu que deux depuis l'indépendance, en 1992 et en 1997. Cependant, d'ici les prochaines élections en 2002, les femmes de Makueni et de Kakamega auront une bien meilleure idée de ce que voter signifie.

Khasiani affirme que le concept d'instruction civique, généralement associé à de la politique partisane, a été accueilli avec un certain scepticisme au Kenya. Son équipe a clarifié les intentions du projet auprès du gouvernement et des administrateurs locaux et a reçu le feu vert. *Il était important pour nous de recevoir l'aval du gouvernement, autrement nos efforts auraient été vains.*

## **Les communautés rurales**

Khasiani souligne que les deux communautés ont été choisies à la fois pour leurs similarités et leurs différences respectives. Makueni et Kakamega sont toutes deux pauvres et rurales mais leur culture et le travail agricole y diffèrent : Makueni est une région sèche où les villageois font surtout de l'élevage alors que Kakamega se trouve dans une des zones les plus fertiles du Kenya.

Ce sont des groupes de femmes des secteurs ruraux qui ouvrent les portes de ces communautés au projet. Ces groupes, comportant de 20 à 30 femmes, servent de soutien aux membres. Elles recueillent les cotisations dans le but de les redistribuer aux femmes en des temps plus difficiles, pour défrayer les coûts de services funèbres ou de la construction de maisons.

## **Les besoins communautaires**

En décembre 1998, les responsables du projet ont demandé à des représentantes des groupes de femmes d'identifier les besoins en matière d'instruction civique dans leur communauté. Ces femmes, de même que des chefs locaux, se sont rendus à Nairobi pour participer à une rencontre. Cette réunion a été l'occasion des premiers échanges entre les deux collectivités. Les chefs de groupes se sont ensuite attelés à la tâche et ont élaboré les premiers modèles de matériel d'instruction civique. Ils ont retenu l'affiche comme médium en raison du faible taux d'alphabétisme dans les communautés. Les femmes ont soulevé dix points d'intérêt en matière d'instruction civique qui ont ensuite servi de base à la conception des affiches.

Khasiani a d'abord cru que la représentation politique allait être le principal point soulevé, mais d'autres points ont été amenés et ces derniers se retrouvent désormais illustrés sur des affiches. L'une d'elles est sous-titrée en swahili : *Vita nyumbani bado ni vita* (La violence peut se produire n'importe où, même à la maison). L'affiche montre un homme serrant une femme à la gorge, d'une main, et brandissant un fouet de l'autre.

## Les affiches

Les femmes ont cru bon d'aborder le problème du transport. Ainsi, on a conçu une affiche avec le sous-titre suivant : *Les routes mènent au développement. Vive les routes !* Une troisième affiche montre une femme de milieu rural dans le bureau d'un gérant de banque : *Pour promouvoir le développement, donnez du crédit aux femmes !*

Afin qu'on fasse le lien entre ces différents problèmes et le processus démocratique, les affiches comportent toutes le slogan marqué en rouge *Emilia Kisiasa ! (Soyez politisées !)*. Les femmes doivent voter avec discernement sur les points qui les concernent, voilà le message qu'on souhaite leur transmettre.

## L'étape suivante

L'étape suivante consiste à *former les formatrices*, soit les représentantes des groupes de femmes. Ces dernières pourront à leur tour transmettre leurs connaissances aux villageoises alors qu'on aura commencé à distribuer les affiches. Pour faciliter la réalisation de ces étapes, chacune des deux collectivités disposera d'un centre de ressources équipé de deux ordinateurs ainsi que de matériel de référence en instruction civique.

Khasiani estime que l'enseignement de techniques de base en informatique aura de nombreuses répercussions sur ces femmes. Elles pourront notamment communiquer entre elles, échanger des idées et même apprendre ce que d'autres ONG font sur le plan de la formation des femmes. Elles pourront également se servir de la technologie pour améliorer leur situation économique. Les femmes qui pratiquent l'artisanat pourront par exemple utiliser l'Internet pour accéder à de nouveaux marchés. Et, surtout, le simple fait d'apprendre à utiliser l'ordinateur donnera vraisemblablement à ces femmes l'occasion de se responsabiliser sur le plan psychologique et leur prouvera qu'une villageoise assise devant son écran d'ordinateur, c'est bien plus qu'une simple affiche.

*Mike Crawley, journaliste canadien lauréat d'une bourse du CRDI, fait présentement un stage au Gemini News Service de Londres. (Photo : P. Bennett, CRDI)*

[Projet de référence du CRDI # 978546]

---

## Renseignements :

**Shanyisa Khasiani**, directrice exécutive, Institut d'aide à la famille, PO Box 30913, Nairobi, Kenya; tél. : (25-42) 226-350 ; téléc. : (25-42) 247-412 ; courriel : [fasi@africaonline.co.ke](mailto:fasi@africaonline.co.ke)

---

## Des liens à explorer...

[Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#), par Michel Groulx.

[Les assises d'une Palestine démocratique : le programme en Études des femmes à l'Université Birzeit](#), par Roula el-Raifi.

Sexes et développement : l'égalité pour tous, par Eileen Conway et Yianna Lambrou.

Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible, par John Eberlee.

Vers l'amélioration des conditions de travail dans les maquilas d'Amérique centrale, par Pattie LaCroix.

La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique.